

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de la Sécurité publique à octroyer au Conseil des Abénakis d'Odanak une subvention maximale de 1 550 000 \$, au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour la rénovation du poste de police du Corps de police des Abénakis et selon les conditions et les modalités prévues à l'Entente sur le financement des infrastructures policières du Corps de police des Abénakis;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit :

QUE soit approuvée l'Entente sur le financement des infrastructures policières du Corps de police des Abénakis entre le Conseil des Abénakis d'Odanak et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE le ministre de la Sécurité publique soit autorisé à octroyer au Conseil des Abénakis d'Odanak une subvention maximale de 1 550 000 \$, au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour la rénovation du poste de police du Corps de police des Abénakis et selon les conditions et les modalités prévues à l'Entente sur le financement des infrastructures policières du Corps de police des Abénakis.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

83033

Gouvernement du Québec

### **Décret 609-2024, 20 mars 2024**

CONCERNANT l'approbation de l'Entente sur le financement des infrastructures policières de la communauté de Manawan entre le Conseil des Atikamekw de Manawan et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE le Conseil des Atikamekw de Manawan et le gouvernement du Québec souhaitent conclure l'Entente sur le financement des infrastructures policières de la communauté de Manawan, laquelle établit les modalités d'octroi d'une subvention visant la rénovation du poste de police de Manawan;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, malgré toute autre disposition législative, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014, une entente qui a pour objet le versement d'une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue notamment de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE cette entente est visée par le décret numéro 641-2014 du 3 juillet 2014;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique et du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit :

QUE soit approuvée l'Entente sur le financement des infrastructures policières de la communauté de Manawan entre le Conseil des Atikamekw de Manawan et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

83034